



GETTY IMAGES/GARY DORNING/TROMPETTE

L'économie mondiale peut-elle se redresser ?

Quel que soit le nombre final de morts, il est déjà clair que le bilan économique sera très lourd.

RICHARD PALMER 04/05/2020

Confrontés à un virus hautement contagieux avec un taux de mortalité alarmant, les gouvernements locaux et nationaux ont commencé à fermer le monde. Ils ont ordonné à des millions de gens de rester à la maison. Presque du jour au lendemain, les voyages ont cessé. Des lieux de rassemblements publics comme les restaurants, les cinémas, les parcs d'attractions, et même des églises ont fermé leurs portes. Les ventes au détail se sont effondrées. Soudainement, les entreprises dans le monde entier se sont retrouvées confrontées au risque de faire faillite. Des millions de gens ont dû faire face au chômage.

Après avoir essentiellement créé cette crise, les gouvernements se sont ensuite portés volontaires pour la financer. Tous les grands gouvernements ont dévoilé un énorme plan de dépenses. Le gouvernement des États-Unis a concocté un programme de dépenses de 2 trillions de dollars. Le Royaume-Uni a dévoilé un plan de 413 milliards. Cela représente plus de 40% des dépenses annuelles typiques du gouvernement—le tout déversé en une seule crise.

Ces mesures, sans aucun doute, ont mis fin à une grande partie de la douleur économique immédiate causée par ce virus. Mais elles pourraient causer fatalement des dommages aux économies de ces nations, préparant la voie à un effondrement futur.

Gouvernement, aide-nous !

Dans les crises précédentes, les gens se tournaient vers leurs propres ressources. Il ne serait jamais venu à l'esprit des Britanniques ou des

Américains, il y a 100 ans, d'attendre que leur gouvernement les sauve.

Mais maintenant, nous sommes *accoutumés* à ce que le gouvernement prend soin de nous. Ils nous paient quand nous sommes sans emploi, nous donnent nos soins de santé, et renflouent les banques pour maintenir l'économie à flot.

En contrepartie, nous payons de lourds impôts. Aux États-Unis, plus de 30% du revenu national est imposable. Au Royaume-Uni, c'est 40%. Tous les impôts rendent difficile l'épargne pour les mauvais jours—et nous font sentir que nous avons droit à des prestations gouvernementales quand nos moyens de subsistance sont menacés.

Le problème, c'est que nos gouvernements—même avec leurs niveaux colossaux de revenus—ne peuvent se permettre de fournir ces prestations.

Pour survivre à la crise financière de 2008, les États-Unis, le Royaume-Uni et de nombreux autres gouvernements ont emprunté massivement. Avant cela, la dette nationale américaine représentait 65% de sa production économique annuelle. En 2011, elle avait atteint 95% alors que l'Amérique soutenait son économie en empruntant à son niveau le plus élevé depuis la Seconde Guerre mondiale. Depuis lors, plutôt que de rembourser cette dette, l'Amérique a continué à emprunter. La dette se situe maintenant à environ 105% du produit intérieur brut.

Les professeurs d'économie de Harvard, Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff, ont conclu que tout niveau de dette supérieure à 90% de la production économique annuelle est dangereux.

Mais la réponse sans précédent à la crise de 2008 a fait plus que dépasser le budget. Elle a également brisé un tabou majeur. Une intervention gouvernementale majeure devenait la réponse attendue à *toute* crise économique. Imaginez le tollé du public si, quand la crise du coronavirus a frappé, le gouvernement avait refusé d'aider : *Vous avez dépensé des milliards à renflouer les banques—que faites-vous des Américains ordinaires ? Vous aideriez les riches banquiers, mais pas nous ?* Avec sa réponse extravagante, en 2008, le gouvernement s'engageait effectivement à prendre des mesures semblables dans toute situation d'urgence subséquente.

Et c'est exactement ce qu'il fait en réponse au coronavirus. Le programme américain d'aide financière de 2 trillions de dollars devra être financé par la dette ; à lui seul, il ajoutera encore 5% à la dette nationale. D'ici à ce que cela se termine, l'Amérique aura fait un bond énorme vers son niveau de dette le plus élevé : 121,7%, atteint pendant la Seconde Guerre mondiale.

Les États-Unis prévoient de donner 1 200 dollars à chaque adulte (ou moins, selon le revenu) et 500 dollars à chaque enfant. Le Japon envisage de distribuer 150 dollars, par mois, à chaque citoyen.

Mais les emprunts n'ont pas été suffisants pour faire face à ces crises. Si l'Amérique emprunte trop, les créanciers pourraient être inquiets sur la capacité du gouvernement à rembourser. Cette crainte pourrait détruire l'économie. Le gouvernement cherche donc une autre source de revenus : la presse à imprimer des billets de banque.

L'impression à la rescousse

La crise financière de 2008 a lancé une grande expérience avec un nouvel outil pour les banques centrales : l'assouplissement quantitatif. Avec cet outil, les banques centrales créent de l'argent à partir de rien.

Il y a, avec raison, un énorme tabou sur les gouvernements qui impriment des billets et les dépensent. Cette pratique peut être catastrophique, menant à l'hyperinflation qui rend une monnaie fondamentalement sans valeur.

Ainsi, dans leur expérience d'assouplissement quantitatif, les banques centrales ont avancé avec prudence. Elles n'ont pas remis l'argent nouvellement créé directement au gouvernement ; elles ont plutôt acheté la dette gouvernementale et autres actifs auprès des banques. Et elles se sont engagées à « réduire » ce niveau d'impression à l'avenir : vendre les obligations d'État qu'elles avaient achetées et ensuite détruire la monnaie qu'elles avaient créée.

Douze ans plus tard, il semble que l'expérience d'assouplissement quantitatif a fonctionné. L'argent supplémentaire a permis de soutenir le système financier. Les banques centrales ont racheté la dette gouvernementale et maintenu les taux d'intérêt sur cette dette à des niveaux records bas, ce qui a permis aux gouvernements de dépenser des montants sans précédent. Mais la plupart des banques centrales n'ont

détruit qu'une fraction de ce nouvel argent qu'elles avaient créé. Pourtant le ciel ne s'est pas effondré. Vous n'avez pas à transporter votre argent dans une brouette pour acheter une miche de pain.

En réaction au coronavirus, les banques centrales font donc fonctionner les presses d'imprimerie plus rapidement que jamais.

La Réserve fédérale américaine a annoncé le 23 mars un assouplissement quantitatif illimité. Après la crise de 2008, la Fed n'a jamais rien fait de tel ; au lieu de cela, elle a annoncé un assouplissement quantitatif limité, colossal, mais bien spécifique. Le premier round, de décembre 2008 à mars 2010, par exemple, a été plafonné à 1,5 trillion de dollars.

Précédemment, la Fed avait aussi annoncé qu'elle injecterait 1,5 trillion dans le marché des rachats—essentiellement là où les banques vont pour obtenir des liquidités. « Il s'agit, en fait, de souscrire à des bons du Trésor américain et "d'imprimer" de l'argent pour des mesures fiscales directes », a écrit Ambrose Evans-Pritchard du *Telegraph* (18 mars). La Banque d'Angleterre a également annoncé 236 milliards en assouplissement quantitatif.

Les banques centrales pourraient également baisser beaucoup plus des restrictions qui avaient été placées sur l'assouplissement quantitatif en 2008. Le raisonnement étant : *Cela a fonctionné, ils s'en sont tirés, et moins de précautions donc sont requises cette fois-ci.*

Même les économistes de droite parlent maintenant de « monnaie hélicoptère ».

« Nous allons certainement voir quelques formes de "monnaie hélicoptère," le mécanisme par lequel l'État, par l'intermédiaire de la banque centrale, imprime simplement de l'argent et le distribue aux gens », a écrit le journaliste financier Matthew Lynn dans le *Spectator* (17 mars).

Selon le *Telegraph*, Neil Mac-Kinnon de *VTB Capital* a déclaré que « la prochaine étape logique dans la chaîne de politique monétaire non conventionnelle est la monnaie hélicoptère, et qu'il s'agit d'une injection directe de liquidités au cœur de l'économie réelle » (18 mars).

Ce ne sont que deux déclarations parmi les nombreuses déclarations semblables. La monnaie hélicoptère était autrefois reconnue pour être une idée farfelue, quelque chose dont ne parlaient que des fous ou des socialistes. Maintenant, votre argent fraîchement imprimé pourrait vous être versé avant la réception de cette édition de *La trompette*.

Embrasser le socialisme

La réponse au coronavirus a mené même les gens de la droite à embrasser le socialisme. « Boris doit embrasser immédiatement le socialisme pour sauver la libre entreprise libérale », clamait un grand titre du *Telegraph* généralement de droite. « Les achats impulsifs à cause du coronavirus sont en train de transformer les conservateurs en socialistes », a déclaré le *Spectator*.

Le 20 mars, le gouvernement britannique a dévoilé un nouveau programme radical qui transforme la plupart des Britanniques en employés du gouvernement. Si les gens ne peuvent pas travailler à cause du coronavirus, alors le gouvernement paiera 80% de leur salaire—jusqu'à concurrence de 2 500 livres sterling (1 900 dollars américains), par mois.

En prenant cet engagement, le chancelier de l'Échiquier, Rishi Sunak, a admis qu'il n'avait aucune idée de ce que cela coûterait. « Il s'agit de l'intervention la plus importante dans l'économie jamais réalisée par un gouvernement prétendument de la libre-entreprise dans le monde », a écrit le *Spectator*. « En fait, nous travaillerons bientôt tous pour le gouvernement » (20 mars).

L'augmentation considérable des dépenses à l'échelle mondiale pousse tous les pays en direction du socialisme. Des entreprises de toutes tailles frappent à la porte du gouvernement américain pour demander un renflouement. L'argent du gouvernement pourrait bientôt être versé à plus de secteurs de l'économie américaine que jamais auparavant.

Le problème, c'est qu'il est très difficile de faire marche arrière sur la voie du socialisme. À chaque nouvelle intervention gouvernementale, les électeurs s'attendent à plus. Une fois qu'ils ont reçu des subventions, ils s'attendent à continuer à les recevoir. Quiconque essaie de faire marche arrière leur enlève quelque chose qui leur appartient. Et une fois qu'un gouvernement prend le pouvoir sur quelque chose, les bureaucrates et les politiciens sont très réticents à le rendre.

« Lorsque l'économie britannique a été mise sur le pied de guerre en 1939, nous ne nous en sommes pas vraiment débarrassés avant les réformes, des années 1980, de Mme Thatcher », a écrit le *Spectator*. « Cela pourrait nous prendre tout aussi longtemps cette fois-ci. C'est un

pari énorme—et il sera plus facile de commencer ce sauvetage que de l'arrêter » (ibid.).

Même si nous réussissons à prendre du recul par rapport au socialisme, que se passera-t-il lors de la prochaine situation d'urgence ? La crise de 2008 a brisé des tabous, mais 2020 les a fait éclater sans espoir de les réparer. Encore une fois, il y aura des emprunts massifs. Encore une fois, les presses à imprimer des billets de banque tourneront à toute allure—avec encore moins de règles qu'auparavant. Combien de temps avant que les finances gouvernementales, la monnaie et tout notre système économique ne s'effondrent entièrement ?

La préparation à l'Harmaguédon

La Grande-Bretagne, l'Amérique et tout notre système financier sont dans une position difficile. Le fait de refuser de prendre ce genre de mesures causerait beaucoup de souffrances immédiates à beaucoup de gens. Mais les adopter ne fait que repousser la douleur dans l'avenir et garantir que quand elle frappera, ce sera pire.

Le problème n'est pas le renflouement. Il ne s'agit pas d'une mauvaise décision qui détruit tout. C'est le fait que tout notre système économique repose sur une fondation d'endettement. Le gouvernement gère l'économie en encourageant les gens à emprunter. Lorsqu'une crise éclate, il réduit les taux d'intérêt ce qui fait que les gens empruntent plus et dépensent plus. Avec peu d'économies, les gens ne peuvent pas s'occuper d'eux-mêmes durant les temps difficiles, et doivent se tourner vers le gouvernement. Mais le gouvernement ne peut pas les aider sans emprunter encore davantage.

Le cycle crée continuellement plus de dettes. À long terme, c'est insoutenable. Étape par étape, choix après choix, nous créons les conditions qui garantissent la production d'un krach sans précédent qui bouleversera le monde.

Nous avons averti de la venue de ce krach, pendant des années. Herbert W. Armstrong a écrit en 1984 qu'un effondrement bancaire en Amérique aurait des conséquences majeures aussi bien à l'étranger, que dans le pays. Il « pourrait soudainement inciter des nations européennes à s'unir en tant que nouvelle puissance mondiale, plus grande que l'Union soviétique ou les États-Unis », a-t-il écrit (lettre aux co-ouvriers, du 22 juillet 1984).

Le livre de l'Apocalypse prophétise une renaissance soudaine d'une puissance en Europe, hostile aux États-Unis. Apocalypse 18 décrit la vaste richesse que ses marchands acquièrent lorsqu'ils prennent le contrôle du système des échanges commerciaux du monde. L'implosion du système financier américain pourrait facilement inaugurer cette révolution économique.

La Bible confirme aussi que nos pratiques financières sont insoutenables. Psaumes 37 : 21 dit : « Le méchant emprunte, et il ne rend pas ; le juste est compatissant, et il donne ». Emprunter de l'argent comme cela est un comportement « méchant »—et les choses ne finissent jamais bien.

La Bible prédit également une véritable solution. Les plus grands esprits de la finance ont été incapables de mettre en place une solution efficace au sein de notre système actuel. Il faut plus qu'un besoin de modification des taux d'intérêt ou une façon différente d'imprimer de l'argent—il faut quelque chose d'entièrement nouveau. Et la Bible dit que c'est exactement ce qu'il est sur le point d'obtenir.

Un nouveau système

3 Jean 2 dit : « Bien-aimé, je souhaite que tu prospères à tous égards et sois en bonne santé, comme prospère l'état de ton âme ». Dieu veut que le monde jouisse de la prospérité, et Il a un plan pour la lui donner. Bientôt, Il établira un système financier prospère, juste et stable, dans le monde entier.

Michée 4 : 4 prophétise cet avenir : « Ils habiteront chacun sous sa vigne et sous son figuier, et il n'y aura personne pour les troubler ; car la bouche de l'Éternel des armées a parlé ». Il y aura l'universalité de la propriété individuelle—pas de communisme ni d'emprunteurs hypothécaires endettés. Dieu parle du sol donnant tellement de produits qu'ils ne peuvent être récoltés assez vite (Amos 9 : 13).

Jérémie 31 : 12 dépeint une image de cette prospérité : « Ils viendront, et pousseront des cris de joie sur les hauteurs de Sion ; ils accourront vers les biens de l'Éternel, le blé, le moût, l'huile, les brebis et les bœufs ; leur âme sera comme un jardin arrosé, et ils ne seront plus dans la souffrance ».

La Trompette en bref

**Demeurez informé
et abonnez-vous à
notre bulletin.**

La Trompette en bref



La spirale vers une guerre commerciale

Donald Trump est accusé de commencer une guerre commerciale. En fait, cette guerre entre dans ses dernières étapes les plus dangereuses.

PAR RICHARD PALMER

L'Amérique est sous attaque. Ses usines et sa capacité de fabrication sont en train d'être détruites. Des millions de vies sont perturbées. Et cette attaque va empirer—au point qu'elle mettra la nation à genoux.

Mais parce que cette attaque est invisible, peu y portent attention. Les politiciens ignorent. Les médias brossent une image déformée de cette guerre, alors beaucoup pensent que c'est l'Amérique qui l'a déclenché...

Lisez le reste de l'article